



## Conseil économique et social

Distr. générale  
1<sup>er</sup> décembre 2015  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement social

Cinquante-quatrième session

3-12 février 2016

**Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain**

### **Déclaration présentée par Scientific Association of Youth Political Scientists, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

### **Promotion commerciale d'un territoire comme base d'un développement durable à long terme des régions**

Le rapport final de la cinquante-troisième session de la Commission du développement social (E/2015/26) a souligné l'importance des objectifs du Millénaire pour le développement et de la transition vers les objectifs de développement durable. La Scientific Association of Youth Political Scientists recommande en outre les thèmes ci-dessous, qui pourraient être abordés et débattus lors de la cinquante-quatrième session de la Commission du développement social en février 2016.

Les conflits régionaux actuels ont une incidence sur la transition progressive des objectifs du Millénaire pour le développement vers les objectifs de développement durable. Si la Grèce ne connaît aucun conflit interne violent à l'heure actuelle, les conflits en cours et la crise humanitaire dans sa zone géographique élargie s'exacerbent et conduisent à l'afflux de réfugiés et de migrants en Grèce et par la suite dans l'Union européenne. En outre, la crise économique que traverse la Grèce a profondément contrarié les efforts que déploie l'EONEPE pour promouvoir efficacement les objectifs du Millénaire pour le développement dans le contexte grec et régional.

Le renforcement du développement social dans le monde contemporain exige des États Membres qu'ils songent sérieusement à créer un programme multidimensionnel d'objectifs à suivre au cours des années à venir. Le rapport de la cinquante-troisième session a suggéré la création d'objectifs durables à l'échelle nationale d'ici la fin de 2015, à l'échelle régionale en 2017 pour atteindre le dernier stade, à savoir, l'échelle mondiale d'ici 2018. La contribution de l'EONEPE à la première étape a été importante avec la création de la commission de l'économie et de la gouvernance, en insistant sur la façon dont la bonne gouvernance favorise la démocratie et la stabilité à l'échelle nationale. Les participants, issus principalement des milieux universitaires et de la jeunesse estudiantine, ont interagi activement dans le cadre de groupes de discussion sur l'inégalité économique, la pauvreté et l'accessibilité du public aux installations et services de santé.

Le renforcement du développement social dans le monde contemporain exige également des États Membres qu'ils œuvrent à la promotion de l'égalité des sexes et des droits des enfants dans les familles contemporaines. Les États Membres de la Commission du développement social pourraient se pencher sur des domaines tels que l'éducation, la nutrition, la santé, le travail des enfants et des jeunes, et ceux dans lesquels les objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs de développement durable apportent une contribution significative.

Pour y parvenir, l'EONEPE réaffirme avec force la nécessité de protéger les droits des enfants et de veiller à leur éducation. Les enfants ont le droit d'être éduqués et les États se doivent d'être en mesure de leur garantir effectivement ce droit. En outre, les normes du droit international et les résolutions condamnent catégoriquement toute violation de ces droits. La contribution de l'EONEPE, à travers la soumission fréquente de rapports qui mettent en lumière les facteurs qui minent l'importance des mesures prises pour protéger les enfants et réduire les

inégalités entre les sexes, ont en fin de compte permis de sensibiliser les membres du gouvernement grec.

En outre, le développement social se trouve renforcé par la lutte contre le terrorisme, la corruption dans les institutions de gouvernance et l'extrême pauvreté, qui sont des facteurs qui grèvent le taux d'alphabétisation dans le monde en développement et privent les enfants de moins de 10 ans de leur droit à l'éducation. La négation des droits des filles et des femmes lorsque, par exemple, les principes de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ne sont pas pleinement respectés, exacerbe les inégalités entre les sexes et met à mal la complexité de la diversité culturelle. Le respect des cultures, des religions et des composantes de la société renforce le développement social dans le monde contemporain.

Repensant le développement social dans le monde contemporain, l'EONEPE marque son accord avec le cadre multi-niveaux présenté en 2014 et estime qu'il faut redoubler d'efforts en matière de recherche et de développement pour atteindre cet objectif. Il estime également qu'à travers ce regard nouveau, la Commission du développement social et la communauté internationale doivent combiner éducation culturelle et protection dans son approche vers les communautés locales. La participation et l'engagement de ces communautés à travers l'éducation à la paix favorise la stabilité au sein des familles, fournit une protection supplémentaire aux enfants et crée une nouvelle dimension du développement social dans le monde d'aujourd'hui.

Ce modèle contemporain « inclusif » s'inscrit dans le sillage des 8 objectifs du Millénaire pour le développement et des objectifs de développement durable en créant un nouveau niveau de débat et de participation sociale. Il importe de fournir, à tous les garçons et les filles ainsi qu'à leurs familles, un accès à l'éducation et à l'information publique de sorte à les outiller pour prendre une part plus active dans leurs communautés locales, et améliorer les modèles de sensibilisation et de coopération à tous les niveaux de mise en œuvre, comme y exhorte la cinquante-troisième session de la Commission du développement social.

Un regard nouveau sur le développement social et l'application du modèle contemporain « inclusif » auront un impact positif sur d'autres domaines importants tels que la malnutrition sévère, une meilleure accessibilité à la santé en créant de nouveaux emplois, y compris pour des médecins locaux et internationaux, ainsi que des infrastructures médicales adéquates dans les zones géographiques reculées et difficiles d'accès; ils permettront en outre de réduire les taux de mortalité infantile et de renforcer la lutte contre le VIH/sida et d'autres maladies. En repensant le développement social et en le rattachant directement à l'éducation, les familles seront informées au niveau local et national sur la façon dont elles pourraient utiliser les vaccins et les médicaments pour leurs familles, et en sauront davantage sur les risques d'exposition à toutes sortes de maladies.

L'EONEPE a mis sur pied un réseau national d'experts qui interviennent sur le terrain et dans les zones reculées, avec des chercheurs et des bénévoles, pour apporter de l'aide aux personnes dans le besoin; ils contribuent à repenser le développement social dans le monde contemporain.

Repenser et de renforcer le développement social dans le monde contemporain ne peut être possible en dehors du parapluie protecteur de la bonne gouvernance, du

respect de la diversité culturelle et de la compréhension de l'importance que revêtent l'accès à l'éducation, à la santé et à la nutrition, l'égalité des sexes au sein des familles et l'éradication de l'extrême pauvreté.

Scientific Association of Youth Political Scientists salue tous les États Membres et les organisations non gouvernementales qui proposeront des solutions et des cadres responsables qui seront par la suite améliorés lors de la cinquante-quatrième session de la Commission pour le développement social. Ces cadres devraient s'atteler à la promotion de la diversité sociale et du développement dans le respect des valeurs culturelles, la protection des enfants et des jeunes et la promotion de l'égalité des sexes dans les familles contemporaines. La création d'un cadre inclusif permettra, par la suite dans le long terme, de réduire l'extrême pauvreté et de promouvoir l'éducation, qui est l'outil de changement et de renforcement du développement social dans le monde contemporain.

---